

Privatisations ou socialisation ?

Le gouvernement veut brader les services publics

Le Premier ministre a indiqué dimanche que le gouvernement envisage de « réduire la participation de l'Etat dans le capital d'un certain nombre d'entreprises publiques ». Il tente de nous faire croire que ce sera une bonne chose pour l'économie française.

Depuis 1986, la liste est très longue des entreprises publiques privatisées, totalement pour la plupart, partiellement pour certaines. C'est d'ailleurs le gouvernement PS/PCF/Verts de L. Jospin, de 1997 à 2002 qui en a commis le plus.

Les privatisations, mêmes rebaptisées « ouverture du capital », ont toujours des conséquences négatives pour la population : les actionnaires privés n'ont que faire des besoins collectifs, seuls leurs profits personnels les intéressent. Ces privatisations servent aussi à remettre en cause les droits du personnel et à tirer vers le bas les droits de tous les travailleurs/ses.

Nous voulons un autre partage des richesses

S'il s'agit de chercher de l'argent pour répondre aux besoins sociaux, pour revaloriser les allocations chômage, les minima sociaux, les salaires et les retraites, il y a une autre solution : imposer un autre partage des richesses, en finir avec ce système où la richesse produite par les salarié-es est volée par celles et ceux qui les exploitent.

Pour cela, il faut rompre avec les politiques menées depuis des décennies. Il faut assumer un affrontement direct avec le patronat, les actionnaires, les banquiers, avec tous les donneurs de leçons qui volent les Impôts et font prospérer les paradis fiscaux ; il faut une révolution fiscale, progressive et redistributive.

De l'argent, il y en a ! Le patrimoine professionnel de Bernard Arnault, patron de LVMH, représente 21,2 milliards d'euros. Il faudrait à un-e smicard-e 1,6 million d'années pour gagner cette somme. Et encore il ne s'agit que de son patrimoine professionnel...

Liquider les dernières entreprises publiques est une mauvaise solution.

C'est encore une fois socialiser les pertes et privatiser les profits !

C'est détruire toute possibilité de garantir les biens communs fondamentaux.

Inversons la tendance, une autre organisation de la société est possible.

Nous ne sommes pas obligé-es de travailler pour le seul profit d'une minorité ; réduisons le temps de travail (et pas les salaires !) de tous et toutes pour éliminer le chômage.

Prenons nos affaires en mains !